

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

MEAE_26003_DIL

**Accord-cadre à bons de commande pour la
réalisation de missions de diagnostics amiante
et plomb sur le patrimoine en France et à
l'étranger du MEAE**

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
Direction générale de l'administration et de la modernisation (DGAM)
Direction des immeubles et de la logistique (DIL)
Mission de l'innovation et de l'appui (INNOV)

Personne représentant le pouvoir adjudicateur

Monsieur le chef de mission de l'innovation et de l'appui (INNOV)

Conducteur d'opération

MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES (MEAE)
DGA/DIL/INNOV
2, rue Michel FARADAY
93200 SAINT-DENIS

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1. OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	54
1.1. Préambule	54
1.2. Contexte	54
1.3. Prestations objets de l'accord-cadre	64
1.4. Périmètre	75
2. CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF.....	75
2.1. Référentiel législatif, réglementaire et normatif	75
2.2. Certifications, accréditations et assurances	119
2.3. Modes opératoires	129
2.4. Spécificité et dérogations réglementaires de l'accord-cadre	1249
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	1311
3.1. Repérage amiante en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante et création de DTA	1311
3.1.1. Repérage amiante en vue de la constitution du DTA	1311
3.1.2. Création du DTA	1412
3.2. Constat amiante avant-vente	1412
3.3. Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	1512
3.4. Diagnostic amiante avant démolition (DAAD)	1614
3.5. Repérage amiante avant-travaux (RAAT)	1614
3.6. Examen visuel après travaux	1715
3.7. Mesure d'empoussièrement avec comptage de fibres (META)	1816
3.8. Mise à jour de DTA existants	1816
3.9. Repérage plomb avant-travaux	1917
3.10. Intervention pour prestations particulières	2018
4. QUALITE ET FORMALISME DES PRESTATIONS	2018
4.1. Repérage amiante en vue de la constitution du Dossier technique amiante (DTA) et création de DTA	2018
4.1.1. Repérage amiante en vue de la du DTA	2018
4.1.1.1. Rapport de repérage	2018
4.1.1.2. Identification des matériaux et produits susceptibles ou contenant de l'amiante	2119
4.1.1.3. Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons	2119
4.1.1.4. Plans ou schémas	2220
4.1.2. Création du DTA	2321

4.1.2.1.	Formalisme et contenu du DTA et de la fiche récapitulative	2324
4.1.2.2.	Plans ou schémas de la fiche récapitulative	2324
4.2.	Constat amiante avant-vente	2422
4.3.	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	2422
4.3.1.	Rapport de repérage	2422
4.3.2.	Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante	2422
4.3.3.	Plans ou schémas	2522
4.4.	Diagnostic amiante avant démolition (DAAD)	2624
4.4.1.	Rapport de repérage	2624
4.4.2.	Identification des matériaux et produits susceptibles et contenant de l'amiante	2624
4.4.3.	Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons	2725
4.4.4.	Plans ou schémas	2826
4.5.	Repérage amiante avant-travaux (RAAT)	2826
4.5.1.	Rapport de repérage	2826
4.5.2.	Identification des matériaux et produits susceptibles et contenant de l'amiante	2927
4.5.3.	Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons	3028
4.5.4.	Plans ou schémas	3028
4.6.	Mise à jour de DTA existants	3129
4.6.1.	Formalisme et contenu du DTA et de la fiche récapitulative	3129
4.6.2.	Plans ou schémas de la fiche récapitulative	3230
4.7.	Repérage plomb avant-travaux	3230
4.7.1.	Rapport de repérage	3230
4.7.2.	Identification des revêtements et éléments contenant du plomb	3331
4.7.3.	Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons	3331
4.7.4.	Plans ou schémas	3432
5.	MODE OPERATOIRE DE L'ACCORD-CADRE	3432
5.1.	Désignation du représentant du Pouvoir adjudicateur et du Titulaire	3432
5.1.1.	Interlocuteur unique du représentant du Pouvoir adjudicateur	3432
5.1.2.	Interlocuteur unique du Titulaire	3532
5.2.	Organisation type d'une mission	3634
5.2.1.	Préparation de la mission	3634
5.2.2.	En début de la mission	3634
5.2.3.	En cours de mission	3735
5.2.4.	En fin de mission	3735
6.	BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES	3735
6.1.	Intervention d'un opérateur à l'étranger	3735
6.1.1.	Coût journalier d'intervention (toutes prestations confondues)	3735
6.1.2.	Indemnité de déplacement (trajets en France ou depuis et vers la France)	3937
6.2.	Rapport de repérage amiante pour constitution du DTA + création de DTA	3937
6.3.	Rapport de contrôle périodique de l'état de conservation + MAJ DTA	3937
6.4.	Constat amiante avant-vente	4038
6.5.	Rapport de diagnostic amiante avant-démolition (DAAD)	4038
6.6.	Rapport de repérage amiante avant-travaux (RAAT)	4038
6.7.	Rapport de repérage plomb avant-travaux	4038
6.8.	Mise à jour de DTA (MAJ DTA)	4139
6.9.	Mesure d'empoussièrement et comptage META (ME)	4139
6.10.	Rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et avant déconfinement - étape 1 (CVAT 1)	4139
6.11.	Rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et après déconfinement - étape 2 (CVAT 2)	4139
6.12.	Prélèvements et analyses des matériaux par MOLP	4240
6.13.	Prélèvements et analyses des matériaux par META	4240
6.14.	Intervention pour prestation particulière (depuis la France)	4240
SOMMAIRE		2

1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1. Préambule

La Direction des immeubles et de la logistique (DIL) gère le réseau immobilier du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères représentant environ plus de 2 millions de m² de surface utile brute répartis en France et à l'étranger dans 172 pays.

~~Au titre de la gestion et de l'entretien du parc immobilier, la DIL réalise en moyenne chaque année des travaux d'investissement à hauteur de 1145 (2021).~~

La DIL sort d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires de diagnostics amiante piloté par la sous-direction des opérations immobilières à l'étranger (DIL /INNOV) qui couvrait la période 2021~~17~~ à 2026~~21~~.

Ce dernier avait pour objectif principal de faire réaliser, par des diagnostiqueurs français certifiés et sur la base unique de la réglementation française, l'ensemble des Dossiers Techniques Amiante (DTA) du patrimoine immobilier du MEAE l'étranger concerné par la présence potentielle d'amiante ainsi que des prestations de diagnostics amiante complémentaires afin d'obtenir un état des lieux complet de son patrimoine vis-à-vis de l'amiante.

Bilan chiffré de la campagne amiante de l'accord-cadre de 2021~~17~~ à -2026~~21~~ (au 1er mars 2026~~1~~) :

- 7-9 missions réalisées ;

- 79 pays et 116 villes « visitées » ;

Dépenses totales à fin février 2026 : 1 061 541,00 € TTC ~~102 missions réalisées ;~~
~~114 pays et 195 villes « visités » ;~~

4.5.1.3. Prestations objets de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre à bons de commandes multi-attributaires a pour objectif de compléter et mettre à jour les informations collectées durant les précédents marchés afin de renforcer et assurer la continuité du dispositif mis en place par le MEAE pour répondre au besoin de gestion des risques amiante et plomb au sein des immeubles bâtis sous la responsabilité de la Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL).

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est un marché de services en vue de la réalisation des prestations suivantes :

- Repérage en vue de la constitution de dossiers techniques amiante (DTA) et de création de DTA ;
- Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante ;
- Constat amiante avant-vente ;
- ~~diagnostic~~ Repérage amiante avant démolition (RDAAD) y compris en cas de sinistre ;
- Repérage amiante avant-travaux (RAAT) ;
- Examen visuel après travaux de retrait de produits et de matériaux contenant de l'amiante (étapes 1 et 2 – avant et après déconfinement) ;
- Mesure d'empoussièrement atmosphérique avec comptage de fibres (META) ;
- Mesure d'empoussièrement surfacique avec comptage de fibres (META) ;

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Couleur de police : Automatique

a mis en forme : Couleur de police : Automatique

a mis en forme : Police :Marianne

Commenté [BM1]: Préciser sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre ?

a mis en forme : Couleur de police : Automatique

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Couleur de police : Automatique

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Couleur de police : Automatique

a mis en forme : Police :Marianne

- Mise à jour de DTA existants ;
- Repérage [plomb avant travaux](#) (mesure par détecteur portatif de plomb par fluorescence X et mesure acido-soluble sur échantillon) ;
- Contrôle surfacique après travaux plomb ;
- Intervention d'un technicien ou d'un ingénieur pour prestation particulière.

Le présent CCTP a pour objet de définir le contenu technique et les modalités de réalisation de ces missions.

Toutes les prestations qui ne s'avèreraient pas conformes aux prescriptions du présent CCTP seront refusées et l'opérateur de repérage devra les recommencer, à sa charge.

1.6.1.4. Périmètre

Le périmètre des missions de l'accord-cadre concerne **l'ensemble des emprises diplomatiques, culturelles et résidentielles** du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) sous la responsabilité de la Direction des Immeubles et de la Logistique du MEAE (DIL).

Il représente un patrimoine bâti hétérogène d'époques, de systèmes constructifs, de natures, d'usages et de tailles variés.

Ce patrimoine bâti peut évoluer en fonction de fermeture ou ouverture de bâtiments.

Les éventuelles évolutions du périmètre au fil de la période couverte par le présent accord-cadre ne feront pas l'objet d'avenant en cas de modification au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

2. CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF

2.1. Référentiel législatif, réglementaire et normatif

Les prestations demandées au présent accord-cadre de réalisation ~~de diagnostics~~ [de diagnostics](#) et de repérages amiante [et plomb](#), d'examens visuels, de mesures d'empoussièrement et les documents et rapports établis à ces occasions s'inscrivent dans le cadre des textes législatifs, réglementaires et normatifs de référence.

Sauf demandes spécifiques et dérogations liées au contexte et au périmètre de l'accord-cadre et aux exigences du Pouvoir adjudicateur, notamment en matière de qualité et de formalisme des rendus attendus (rapport, document, attestation, dossiers, plans...) mentionnées au présent CCTP, le Titulaire du marché devra donc se conformer aux exigences législatives et réglementaires en vigueur, notamment :

2.1.1. Concernant l'amiante

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

- Article L 271-4 et L 271-6 et R 271-1 à R 271-4 ;

CODE DE LA SANTE PUBLIC

- Article L.1334-12 à L.1334-17, R.1334-14 à R.1334-29-9 et R.1337-2 à R.1337-4 ;

CODE DU TRAVAIL

- [articleArticle](#) L4412-2 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- [articlesArticles](#) R4412-94 à R. 4412-124 et articles R. 4412-144 à R. 4412-148 ;

DÉCRETS

- **Décret 2011-629 du 3 juin 2011** relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- **Décret 2012-639 du 4 mai 2012** relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- **Décret 2017-899 du 9 mai 2017** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations modifié par le Décret n°2019-251 du 27 mars 2019 ;

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

ARRÊTÉS

- **Arrêté du 19 mars 1993** fixant en application de l'article R.4512-7 du code du travail la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention ;
- **Arrêté du 12 mai 2009** relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique ;
- **Arrêté du 7 décembre 2011** modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis ;
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;
- **Arrêté du 23 février 2012** définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- **Arrêté du 12 mars 2012** relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- **Arrêté du 14 août 2012** relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- **Arrêté du 12 décembre 2012** relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- **Arrêté du 12 décembre 2012** relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- **Arrêté du 21 décembre 2012** relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- **Arrêté du 7 mars 2013** relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- **Arrêté du 8 avril 2013** relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante et son rectificatif ;
- **Arrêté du 26 juin 2013** relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- **Arrêté du 26 juin 2013** modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;

a mis en forme : Police :Marianne, Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Non Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Non Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

- **Arrêté du 20 avril 2015** modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- **Arrêté du 15 février 2016** relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- **Arrêté du 25 juillet 2016** définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- **Arrêté du 30 mai 2018** modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- **Arrêté du 2 juillet 2018** définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- **Arrêté du 25 mars 2019** modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- **Arrêté du 16 juillet 2019** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- ~~Arrêté du 01 octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits contenant de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ses analyses ;~~
- **Arrêté du 26 décembre 2019** modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses ;
- **Arrêté du 23 janvier 2020** modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- **Arrêté du 22 juillet 2021** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité – IO du 11 septembre 2021 ;
- **Arrêté du 25 juillet 2022** modifiant divers arrêtés relatifs à la prévention des risques liés à l'amiante – IO du 13 octobre 2022 ;
- **Arrêté du 3 juin 2025** modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses – IO du 2 juillet 2025.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police : (Par défaut) Marianne, 10 pt, Gras

a mis en forme : Police : (Par défaut) Marianne, 10 pt

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Non Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Gras

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, Non Gras

a mis en forme : Police :Marianne

NORMES

Au-delà des obligations légales et réglementaires comprises dans les codes applicables aux présentes prestations, et d'ordre public, les prestations respecteront à minima, sauf dérogations spécifiques précisées dans le présent document, les exigences définies dans les normes, référentiels et/ou recommandations suivantes :

- **Norme NF X43-050** « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte » de janvier 1996 ;

- **Norme NF EN ISO 16000-7** « Air intérieur - Partie 7 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air » de septembre 2007 etq son **guide d'application GA X46-033** « Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air » d'août 2012 ;
- **Norme NF X46-021** « Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie » d'août 2010 ;
- **Norme NF X46-020** « Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie » d'août 2017.

2.1.2. Concernant le plomb

- **Articles R1334-8** du Code de la santé publique et **L511-14** du Code de la construction.
- **Articles R.44112-5 à R. 4412-10** du code du travail.
- **Articles R.4412-59 à R.4412-93** du code du travail.
- Code de la construction et de l'habitation : **art. L 271-4 et 5, art. R 271-1 à 5.**
- Code de la santé publique : **art. L 1334-5 à 12, art. R 1334-10 à 12.**
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- **Arrêté du 12 mai 2009** relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L1334-2 du code de la santé publique.
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.
- **Circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001 du 6 janvier 2001**, relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisé en application de l'article L1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.
- **Les décrets n° 99-362, 99-363, 99-483, 99-484 et l'arrêté du 19 août 2011** relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.
- **Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 et décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992** relatif à la prévention des risques professionnels.
- **Décret 88.120 du 1er février 1988**, relatif à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés, modifié par les **décrets n°95-608 du 6 mai 1995 et n° 96-364 du 30 avril 1996**.
- Les arrêtés préfectoraux de classement des départements de la région Ile-de-France en zone à risque d'exposition au plomb.
- **Norme NF X 46-032 (avril 2008)** - Diagnostic plomb - Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol.
- **Norme NF X 46-035** – Diagnostic plomb avant travaux.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

A noter :

- Cette liste n'est pas exhaustive et le Titulaire, en tant que sachant, est réputé connaître et maîtriser l'ensemble des évolutions réglementaires liées à l'amiante, il devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation et des normes en vigueur ;
- En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué ;
- Le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir adjudicateur des évolutions des réglementations et de leur application sur les opérations prévues.

2.2. Certifications, accréditations et assurances

Le Titulaire et chaque opérateur en charge de réaliser les prestations définies au présent CCTP devra satisfaire aux conditions de formation et détenir les compétences, certificats et accréditations adaptés à sa mission, conformément au cadre législatif, réglementaire et normatif défini précédemment cité et notamment ;

Pour les opérateurs de repérage amiante :

- Un certificat de compétence avec mention en cours de validité conformément à l'arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ;
- Une attestation, en cours de validité, de formation ou recyclage « Sous-Section 4 », conforme à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. L'activité de repérage lorsqu'elle nécessite des sondages et prélèvements d'échantillons, relève en effet des activités sur ou à proximité des matériaux contenant de l'amiante et susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante conformément au décret du 4 mai 2012.

Pour les opérateurs de repérage plomb :

- La réalisation du diagnostic plomb avant travaux ainsi que du contrôle surfacique après travaux (voir L1334-1-1 du Code de la santé publique) doit être assurée par un diagnostiqueur certifié, avec mention pour le contrôle après travaux.

Pour les laboratoires d'analyses :

- Une accréditation suivant les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17025 « exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais » et conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétence du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses,
- Programme 144 « essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air » ou
LAB GTA 44 « recherche d'amiante dans les échantillons massif » (guide technique) + LAB INF 44 (document d'information complémentaire) ;
- LAB REF 26 « mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis » ;
- LAB REF 28 « mesurages des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante au poste de travail » ;

Concernant les assurances spécifiques à la réalisation des repérages amiante et plomb :

- En sus des qualifications citées ci-avant, le titulaire devra justifier des assurances spécifiques aux diagnostics amiante et plomb, telles que la responsabilité civile professionnelle diagnostics amiante et plomb, et devra posséder les autorisations de l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour l'utilisation de matériel possédant une source radioactive (diagnostic plomb si usage d'un analyseur à fluorescence X), conformément à la réglementation.

2.3. Modes opératoires

Le Titulaire assurera la mise en place et le respect des modes opératoires définis pour chaque processus mis en œuvre lors des missions prévues au présent accord-cadre, tels que définis à l'article R.4412-145 du code du travail.

Ces modes opératoires précisent les moyens techniques et les méthodes utilisées par l'opérateur de repérage pour effectuer sa mission ainsi que les moyens de protection individuelle et collective nécessaires pour la gestion du risque amiante de façon à garantir une absence de pollution à l'occasion de son intervention, en particulier pour la protection des surfaces en milieu intérieur.

2.4. Spécificité et dérogations réglementaires de l'accord-cadre

Une partie conséquente du parc immobilier sous la responsabilité de la Direction Immobilière et Logistique (DIL) ayant la spécificité d'être situé à l'étranger :

- Il a été soumis à sa construction et lors de travaux à autant de réglementations différentes en matière de lutte contre l'amiante que de pays dans lesquels il est implanté.
Dans beaucoup de pays l'amiante n'est pas interdit à l'exploitation, à la production et à l'importation, il peut être encore utilisé dans des matériaux et produits de construction.

Les immeubles visés par les diagnostics amiante ne sont donc pas limités aux constructions dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, mais selon l'évaluation des risques faites par le Pouvoir adjudicateur à partir de ses connaissances et de son expérience acquise au cours de ces dernières années sur l'absence ou l'existence de législations locales en matière d'amiante et sur le niveau d'application et de respect des règles et des interdictions le cas échéant.

La prise de décision restera ouverte aux conseils et analyses du Titulaire de l'accord-cadre.

- La réglementation française en matière d'amiante n'est pas toujours adaptée et applicable au vu du contexte et du périmètre de l'accord cadre.

Par exemple, les diagnostics amiante avant-vente ne sont pas utiles car sans fondement juridique à l'étranger et les Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP) seront remplacés par l'établissement de repérage en vue de la constitution d'un DTA.

- Sauf cas exceptionnels déterminés ultérieurement au moment de l'établissement des bons de commande par le Pouvoir adjudicateur en discussion avec le Titulaire, il ne sera pas possible de réaliser de pré-visite ou visite de reconnaissance des immeubles objets des demandes de prestations de repérages amiante.
- Les biens qui le constituent sont occupés à différents titres d'occupation tels que la pleine propriété, la prise à bail, l'emphytéose et la mise à disposition gracieuse.
Au vu de l'hétérogénéité des réglementations amiante étrangères et des situations d'occupations et afin d'assurer la sécurité des agents occupants, le Pouvoir adjudicateur pourra remplir les obligations de recherche d'amiante, de gestion des risques et de communication qui incomberaient normalement au propriétaire ou au gestionnaire du bien s'il était occupé en France.

- Les documents et rapports liés à la réalisation de repérages et de diagnostics amiante, d'opérations de travaux de désamiantage, d'encapsulage ou de recouvrement ou tout autre action liée à l'amiante fournis par les services du Pouvoir adjudicateur ou les services occupants en charge localement de la gestion des bâtiments peuvent être rédigés dans la langue et selon les législations, règles, et pratiques locales.

Ces derniers seront inclus à la base documentaire fournie par le Pouvoir adjudicateur pour que le Titulaire puisse en faire une analyse critique en amont de toute opération de repérage amiante et pour intégration des informations pertinentes et fiables aux différentes parties adéquates à renseigner lors de la mise à jour de DTA.

Toute nouvelle contrainte, découverte ou événement nouveau non prévus au présent CCTP mis en évidence par le Pouvoir adjudicateur ou l'un des Titulaires lors de l'avancement de cet accord-cadre ayant une incidence sur le respect d'application de normes techniques ou de textes réglementaires et de leur application lors de la réalisation des opérations et la production des prestations prévues fera l'objet d'un échange entre les représentants des deux parties afin de trouver la solution la plus proche de la réglementation ou de la norme à appliquer. Le Pouvoir adjudicateur tranchera sur la solution à appliquer.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

3.1. Repérage amiante en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante et création de DTA

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L1334-13 et R1334-14 à R1334-29 du Code de la Santé Publique ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

3.1.1. Repérage amiante en vue de la constitution du DTA

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés, d'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante et susceptibles de libérer des fibres d'amiante du fait d'agressions mécaniques résultant de l'occupation et de l'usage des locaux, ou générées à l'occasion d'opérations d'entretien ou de maintenance au sein d'un bâtiment.

L'objectif de cette prestation est :

- D'effectuer le repérage amiante initial afin d'identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B (cf. annexe 13.9 du CSP) contenant de l'amiante, accessibles sans sondages destructifs, dans un immeuble bâti ;
- Déterminer les obligations et recommandations réglementaires associées aux matériaux amiantés découverts, en fonction du résultat de l'évaluation de leur état de conservation ;
- De permettre la création Dossier Technique Amiante (DTA) sur la base du rapport établi à l'issu de ce repérage.

3.1.2. Création du DTA

Le Dossier Technique Amiante est le véritable « carnet de santé amiante » d'un bâtiment, il est destiné à rassembler et synthétiser l'ensemble de l'historique d'un bâtiment vis-à-vis de l'amiante afin d'informer les occupants et les entreprises intervenantes de la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante, de leur localisation et le cas échéant de leur état de conservation et de leur fournir les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits.

L'objectif de cette prestation est :

- De créer le Dossier Technique Amiante sur la base du repérage amiante en vue de la constitution du DTA et de toutes autres informations, rapports et documents antérieurs liés à l'amiante ;
- De permettre la gestion du risque amiante.

Ce DTA qui comprends les consignes générales de sécurité et une fiche récapitulative, sera ensuite complété et mis à jour au fil du temps en fonction des évaluations périodiques des états de conservation et de tout nouveau repérage amiante effectués, des mesures conservatoires et des mesures d'empoussièrement mises en œuvre, des travaux et des examens visuels réalisés.

3.2. Constat amiante avant-vente

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 et R1334-14 à R1334-29 du Code de la Santé Publique ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

Le constat amiante avant-vente est en France, indispensable pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés, à la signature d'un acte de vente. En l'absence de ce document, le vendeur ne peut s'exonérer de la garantie des vices cachés liés à la présence d'amiante.

L'objectif de cette prestation est :

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

- D'effectuer un repérage amiante afin d'identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B (cf. annexe 13.9 du CSP) contenant de l'amiante, accessibles sans sondages destructifs, dans un immeuble bâti ;
- Établir le constat amiante nécessaire à la vente d'un immeuble d'habitation ne comportant qu'un seul logement ou de parties privatives d'un immeuble collectif d'habitation.

Observation : vu le contexte et le périmètre du présent accord-cadre ce diagnostic ne sera probablement demandé qu'à titre exceptionnel.

3.3. Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L1334-13 et R1334-14 à R1334-29 du Code de la Santé Publique ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés, de déterminer le risque de libération de fibre d'amiante dans l'air en fonction du type de matériau ou produit concerné et de son état de conservation dans le temps.

L'objectif de cette prestation est :

- D'effectuer une nouvelle évaluation de l'état de conservation des matériaux amiantés de la liste A et B identifiés dans des repérages antérieurs et mentionnés au DTA ;
- De mettre à jour le DTA en actualisant leur état de conservation, les recommandations et obligations réglementaires associées.

3.4. Diagnostic amiante avant démolition (DAAD)

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Article L.4412-2 du Code du travail ;
- Articles L1334-12-1 à L1334-14 et R1334-19 et 22 du Code de la Santé Publique ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés et avant toute opération et dans le périmètre des démolition prévus, d'identifier, localiser et quantifier, les matériaux et produits contenant de l'amiante, qu'ils soient directement accessibles ou non.

L'objectif de cette prestation est :

- D'effectuer un repérage amiante exhaustif afin d'identifier, localiser et quantifier l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante (cf. liste C de l'annexe 13-9 du CSP) en réalisant les investigations destructives nécessaires, incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble à démolir ;
- De remettre le rapport du repérage amiante établi à cette occasion à chacun des acteurs impliqués dans l'opération de démolition, comportant un schéma de repérage représentant notamment les prélèvements réalisés et les matériaux et produits contenant de l'amiante et leur étendu.
- De permettre l'évaluation des risques imposée par le Code du travail de chacun des acteurs impliqués dans l'opération, pour conduire au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres.
- De définir les mesures de protections collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants et des personnes en activité à proximité du chantier ;
- D'assurer une gestion adaptée des déchets selon la réglementation en vigueur.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

3.5. Repérage amiante avant-travaux (RAAT)

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L.4412-2 et R.4412-97 à R.4412-97-6 et R.4412-148 du Code du travail ;
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et ses arrêtés spécifiques à chaque domaine d'activité ;
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés et avant toute opération et dans le périmètre des travaux prévus, d'identifier, localiser et quantifier, les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion de travaux.

L'objectif de cette prestation est :

- D'effectuer un repérage amiante afin d'identifier, localiser et quantifier l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante (cf. annexe A de la norme NF X46-020 d'août 2017) en réalisant les investigations destructives nécessaires, qu'ils soient directement accessibles ou non, susceptibles d'être impactés directement ou indirectement par les travaux et interventions prévues ;
- De remettre le rapport du repérage amiante établi à cette occasion à chacun des acteurs impliqués dans l'opération de travaux, comportant un schéma de repérage représentant notamment les prélèvements réalisés et les matériaux et produits contenant de l'amiante et leur étendu ;
- De permettre l'évaluation des risques imposée par le Code du travail de chacun des acteurs impliqués dans l'opération, pour conduire au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres ;
- De définir les mesures de protections collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants et des personnes en activité à proximité du chantier ;
- D'assurer une gestion adaptée des déchets selon la réglementation en vigueur.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

3.6. Examen visuel après travaux

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 et R1334-14 à R1334-29-3 du Code de la Santé Publique ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Norme NF X46-021 d'août 2010.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés, après toute opération de travaux, de réaliser un contrôle pour s'assurer de la bonne réalisation de retrait ou de confinement de matériaux amiantés en vue de la restitution des locaux traités.

L'objectif de cette prestation est :

- De s'assurer que les travaux de retrait ont été réalisés conformément au contrat de travaux ;
- D'effectuer l'examen visuel de l'état des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante (Etape 1 : avant déconfinement / Etape 2 : après déconfinement) de la liste A (intérieur et extérieur) et / ou B (intérieur seulement), conformément aux articles R1334-29-2 et 29-3 du CSP.
- D'effectuer ces contrôles avant et après déconfinement de la zone de travaux et de les coordonner avec la réalisation des mesures d'empoussièrement de 1^{ère} restitution et des mesures d'empoussièrement de fin de chantier et/ou de 2^{nde} restitution.

3.7. Mesure d’empoussièrement avec comptage de fibres (META)

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- Norme NF X43-050 « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte » de janvier 1996 ;
- Norme NF EN ISO 16000-7 « Air intérieur - Partie 7 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air » de septembre 2007 et son guide d'application GA X46-033 d'août 2012.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

Cette prestation répond au besoin, pour les immeubles ou parties d’immeubles concernés et dans les cas de figure définis dans les textes réglementaires du Code du travail et du Code de la santé publique de surveillance de l’amiante dans l’air, enjeu majeur pour la prévention de la santé des travailleurs et des occupants.

Elle consiste en l'identification de la présence de fibres d’amiante en suspension dans l’air intérieur et extérieur dans différents contextes (surveillance, contrôles) et s’articule autour de plusieurs étapes (stratégies d’échantillonnage, prélèvements d’air et analyses des échantillons).

L’objectif de cette prestation est de déterminer le niveau d’empoussièrement de l’air :

- Lorsqu’un MPCA de la liste A (cf annexe 13-9 du Code de la santé publique) a été identifié et classé en score 2 ou en score 3 lors de l’évaluation de son état de conservation et pour lequel le Code de la santé publique prévoit la réalisation, sous 3 mois, d’une mesure d’empoussièrement de l’air.
- Lorsque des travaux de confinement ou de retrait de MPCA des listes A et B (cf. annexe 13-9 du Code de la santé publique) ont été réalisés en réalisant une mesure de seconde restitution ou lorsque ces derniers ont fait l’objet de mesures conservatoires.
- Avant (point 0) et après l’exécution de travaux de désamiantage ou de confinement de matériaux amiantés (deuxième restitution) ;
- Après incident (sollicitation non maîtrisée ou accidentelle d’un matériau amianté) ;
- Prélèvements individuels réalisés en situation significative d'exposition des travailleurs à l'inhalation des poussières d'amiante. Sur opérateur dans le cadre notamment de la simulation de manipulation d’archives dans les postes ;
- Pour autocontrôle et audit en dehors des obligations réglementaires au titre de prévention et de la gestion du risque amiante.

3.8. Mise à jour de DTA existants

Références réglementaires et normatives associées (non exhaustif) :

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 et R1334-14 à R1334-29 du Code de la Santé Publique ;

- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Norme NF X46-020 d'août 2017.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

Cette prestation répond à l'obligation, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés, d'avoir un DTA à jour, intégrant les informations actualisées et l'historique exhaustif des actions effectuées vis-à-vis de l'amiante.

L'objectif de cette prestation est :

- D'intégrer au DTA tout document et information en fonction des évaluations périodiques des états de conservation et de tout nouveau repérage amiante effectués, des mesures conservatoires et des mesures d'empoussièrement mises en œuvre, des travaux et des examens visuels réalisés,
- De regrouper et synthétiser l'ensemble de ces documents et informations liées à l'amiante ;
- De protéger le propriétaire, l'exploitant, les intervenants et les occupants des risques d'exposition à l'amiante.

3.9. Repérage plomb avant-travaux

Ce repérage répond au besoin, pour les immeubles ou parties d'immeubles concernés et avant toute opération et dans le périmètre des travaux prévus, d'identifier, localiser et quantifier, les matériaux et produits recouverts de peintures au plomb.

L'objectif de cette prestation est :

- D'effectuer un repérage amiante afin d'identifier, localiser et quantifier l'ensemble des matériaux et produits recouverts de peintures au plomb en réalisant des mesures directes à l'aide d'un analyseur à fluorescence X ou bien des investigations destructives si nécessaires (puis analyses acido-solubles en laboratoire), qu'ils soient directement accessibles ou non, susceptibles d'être impactés directement ou indirectement par les travaux et interventions prévues ;
- De remettre le rapport du repérage plomb établi à cette occasion à chacun des acteurs impliqués dans l'opération de travaux, comportant un schéma de repérage représentant notamment les analyses et / ou prélèvements réalisés et les matériaux et produits contenant du plomb et leur étendu ;
- De permettre l'évaluation des risques imposée par le Code du travail de chacun des acteurs impliqués dans l'opération, pour conduire au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres d'amiante ou de poussières de plomb ;

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

- De définir les mesures de protections collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants et des personnes en activité à proximité du chantier ;
- D'assurer une gestion adaptée des déchets selon la réglementation en vigueur.

3.10. Intervention pour prestations particulières

Cette prestation répond au besoin, pour le pouvoir adjudicateur, de solliciter l'intervention en France ou à distance depuis la France (réunion téléphonique, visio-conférence) d'un technicien ou d'un ingénieur en vue de répondre à des besoins particuliers de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatifs aux missions de repérages, mesures, contrôles, analyses et diagnostics amiante et plomb.

4. QUALITE ET FORMALISME DES PRESTATIONS

Chaque prestation prévue au présent accord-cadre fera l'objet d'une inspection et d'un rapport conforme :

- Aux textes législatifs et réglementaires français en vigueur ;
- Aux normes applicables de fait ;
- Aux normes explicitement mentionnées dans le présent marché.

Toutefois, l'accord-cadre objet du présent CCTP étant multi-attributaires, les prestations et les rendus associés devront être réalisés et rédigés de manière la plus homogène possible par les différents Titulaires dans l'organisation des informations et conclusions dans les documents, afin de faciliter la lecture, l'analyse, la communication et la gestion des données issues de ces derniers par le Pouvoir adjudicateur.

Ces derniers devront donc répondre aux exigences et points d'attention énumérés et décrits ci-après.

4.1. Repérage amiante en vue de la constitution du Dossier technique amiante (DTA) et création de DTA

4.1.1. Repérage amiante en vue de la du DTA

4.1.1.1. Rapport de repérage

- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du repérage pour constitution du DTA fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du rapport pour constitution DTA.
- La date de construction du bien visé par le diagnostic devra reprendre l'information fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local et si elle n'est pas connue, devra être estimée.
La mention « avant 1997 » de la date de construction ou du permis de construire ne doit pas apparaître car elle n'est pas adaptée aux différentes réglementations amiante existantes ou non à l'étranger d'autant plus que les biens objet de cette prestation pourront être postérieurs à cette date.
- La date d'édition du rapport ne peut être antérieure à la date de transmission des PV d'analyses au Titulaire si des MPSCA ont fait l'objet d'analyses en laboratoire.

- Le cas échéant les moyens mis à disposition et le nom et la fonction de l'accompagnateur devront être renseignés.
- Les documents et rapports liés à l'amiante, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local en amont de la réalisation des inspections devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le rapport de repérage.
- La liste des locaux non visités ou parties de locaux non investigués et les raisons associées devra être renseignée et de manière claire et exhaustive, cette liste sera accompagnée d'un croquis de repérage pour localiser les locaux ou parties de locaux concernés

4.1.1.2. Identification des matériaux et produits susceptibles ou contenant de l'amiante

- Les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques devront être identifiés par le même numéro de matériau ou produit et donc regroupés sous la même fiche d'identification et de cotation même s'ils sont localisés dans des locaux distincts. Il conviendra ensuite de distinguer au sein de cette même fiche les différents états de conservation s'ils diffèrent selon leur localisation (zones ou locaux distincts). En cas de présence de plusieurs unités d'un même matériau ou produit dans un même local ou espace, leur nombre devra être précisé par local et l'état de conservation propre à chaque unité distinguée le cas échéant.
- Les MPSCA/MPCA sont décrits de manière complète et précise afin de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

Exemple :

- Dalles de sol rouge tachetées noir 30x30 dure cassante ;
- Dalles faux plafond 60x60 blanches granuleuses marquées X ou sans marquage...
- Conduit fibres-ciment vertical diamètre 10cm EP/EU/EV/Air - 3 unités.

- La description d'un MPSCA/MPCA situé dans un complexe avec plusieurs couches de matériaux ou produits distincts devra préciser la situation de ce dernier dans ce complexe et préciser les matériaux ou produits auxquels il est associé.

Exemple :

- Calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller, associé à l'enveloppe de calorifuge bitumineuse noire (matériau ou produit n°X).

- Chaque fiche d'identification et de cotation d'un MPSCA/MPCA devra être assortie d'au moins deux photos :
 - La 1^{ère} de près, pour identifier le matériau ou produit précisément, notamment s'il est situé dans un complexe comprenant plusieurs couches ;
 - La 2^{ème} de loin pour identifier le matériau dans son environnement.

Une flèche précisera le matériau concerné s'il est situé à proximité d'autres matériaux ou produits, dans un complexe ou associés à plusieurs couches composées de différents matériaux ou produits ;

- Les MPSCA/MPCA hors liste A et B mis en évidence lors des investigations (liste C) devront faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits de la liste A et B auxquels ils sont associés et doivent être repris dans les conclusions et les plans.

Bien que ces matériaux et produits ne soient pas soumis à une obligation ou une recommandation réglementaire d'évaluation de leur état de conservation, un classement en 3 états possibles (bon état, dégradé localement, dégradé) est exigé.

4.1.1.3. Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons

- L'opérateur ne peut conclure à l'absence ou à la présence d'amiante sans avoir recours à une analyse, même pour les éléments en fibres-ciment sauf si l'opérateur est en possession d'un rapport ou d'un document intégrant une analyse COFRAC de ce même matériau sans qu'aucun doute ne soit possible sur leur similitude.
- L'opérateur de repérage réalisera des prélèvements et des échantillons distincts pour chaque MPSCA de nature et de caractéristiques intrinsèques différentes s'ils sont situés dans un complexe avec plusieurs couches, d'autant plus si les matériaux ou produits situés dans ce complexe appartiennent à des listes différentes.
Exemple : calorifuge et enveloppe de calorifuge.
- Lorsque ce n'est pas techniquement réalisable, il décrit précisément les différentes couches de matériaux et produits indissociables lors du prélèvement et s'assurera que le laboratoire en charge des analyses des échantillons prélevés effectue une recherche précise, détaillée et distincte de présence ou d'absence d'amiante dans chacune des différentes couches.
L'opérateur s'assurera de bien analyser, distinguer et retranscrire les résultats issus du PV d'analyses du laboratoire dans le cœur et le cas échéant dans les conclusions de son rapport.
Chaque couche d'un matériau ou produit fera l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes s'il elle contient de l'amiante.
- Les matériaux et produits hors liste A et B indissociables des matériaux et produits de la liste A et B prélevés et mis en évidence lors des analyses en laboratoire lors des inspections devront faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits de la liste A et B auxquels ils sont associés et doivent et doivent être repris dans les conclusions du rapport s'ils sont amiantés.
Exemple :
 - Colle noire sous dalles de sol blanches zébrées noir 30x30 (matériau n° X) ;
 - Enduit anti-condensation sous calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller (matériau n° X).

4.1.1.4. Plans ou schémas

- Les plans incorporeront systématiquement un plan de masse (plans ou schéma disponibles, issu de Google Maps ou équivalent ou produits par l'opérateur) localisant le bien à inspecter ou délimitant le périmètre de repérage.
- En cas d'intervention sur un campus ou un site comprenant plusieurs bâtiments et annexes, le plan de masse précisera les bâtiments et zones inclus et exclus du périmètre du champ de mission du rapport et permettra de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.
- L'ensemble des locaux, parties de bâtiments ou zone inclus au périmètre du champ de mission devra être représenté par un plan ou un schéma au sein du rapport.
Le cas échéant, une planche de repérage sera produite par niveau de bâtiment visité.
Si la surface et/ou la disposition des locaux d'un même niveau ne permet pas une lecture claire sur une seule page, ils pourront être découpés en plusieurs zones.
- Les locaux ou parties de bâtiments ne faisant pas partie du périmètre du champ de mission devront être identifiés comme tel.
- Une planche spécifique sera produite pour les toitures, les façades et les zones extérieures.
- Chaque prélèvement et sondage devra apparaître clairement sur les plans de manière claire et lisible ;

- Chaque MPSCA/MPCA devra être représenté de manière claire et distincte permettant leur identification sans ambiguïté.
Sur une même planche deux MPSCA/MPCA distincts devront être représentés par des éléments graphiques différents (style de trait, couleur ...).
- Une légende exhaustive sera présente sur chaque planche de plans et précisera, pour chaque MPSCA/MPCA représenté sur cette page :
 - Le numéro issu de la fiche d'identification et de cotation ;
 - Le type de matériau ;
 - Sa description succincte (couleur/nature/dimension) ;
 - Son état de conservation (S1-S2-S3 pour la liste A, EP/AC1/AC2 pour la liste B, bon état / dégradé localement / dégradé pour les matériaux ou produits hors liste A et B) ;
 - Sa représentation graphique.
 Lorsqu'un même matériau présente un état de conservation différent dans des zones ou locaux distincts, la représentation graphique devra être différenciée.
- L'ensemble des locaux non visités ou parties de locaux non investiguées faisant partie du périmètre du champ de mission devra être identifié sur les plans et une légende devra être associée, cette dernière précisera :
 - Le nom du local ou la description de la zone ;
 - La raison de sa non inspection ;
 - Sa représentation graphique.

4.1.2. Création du DTA

4.1.2.1. Formalisme et contenu du DTA et de la fiche récapitulative

- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du DTA fournie par le Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du DTA et de la fiche récapitulative.
- La date de création du DTA et de sa fiche récapitulative ne peut être antérieure à la date d'édition du 1^{er} rapport de repérage pour constitution du DTA.
- Chaque partie du DTA devra avoir sa propre numérotation, notamment :
 - Les pages de présentation du DTA ;
 - La fiche récapitulative du DTA ;
 - Le rapport pour constitution du DTA initial.
- Tout rapport ou document annexe mentionné au DTA devra être incorporé et classé au sein de ce dernier par date décroissante.
- Le DTA et la fiche récapitulative du DTA devront mentionner les MPCA de la liste A et B mais aussi tout MPCA hors liste A et B mis évidence lors du repérage amiante pour constitution du DTA.
- Chacun des locaux non visités ou parties de locaux non investigués issus de rapport de repérage devront être reportés au sein du DTA et de la fiche récapitulative du DTA.
- Les documents et rapports liés à l'amiante, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le Pouvoir adjudicateur en amont de la réalisation de la mission devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le DTA et la fiche récapitulative.

4.1.2.2. Plans ou schémas de la fiche récapitulative

- Les plans ou schémas de la fiche récapitulative reprendront les exigences du Pouvoir adjudicateur mentionnées au point 4.1.1.4. à la différence qu'aucun point de prélèvement ou de sondage ne devra être représenté.
Seuls les MPCA et les locaux non visités ou parties de locaux non investigués devront être représentés.

4.2. Constat amiante avant-vente

- Cf. 4.1.1

4.3. Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

4.3.1.4.3.1. Rapport de repérage

- Chaque prestation de contrôle périodique de l'état de conservation des MPCA fera l'objet d'un rapport qui sera nommé « Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la mise à jour du DTA ».
- L'ensemble de la base documentaire transmise par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local en amont de la réalisation des inspections devra être analysée par le Titulaire et être listée dans le rapport.
- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du repérage pour constitution du DTA fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du rapport pour constitution DTA.
- La date de construction du bien visé par le diagnostic devra reprendre l'information fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local et si elle n'est pas connue, devra être estimée.
La mention date de construction ou du permis de construire « avant 1997 » ne doit pas apparaître car elle n'est pas adaptée aux différentes réglementations amiante existantes ou non à l'étranger d'autant plus que les biens objet de cette prestation pourront être postérieurs à cette date.
- La date d'édition du rapport ne peut être antérieure à la date du dernier jour de visite du bien visé par cette prestation.
- Le cas échéant les moyens mis à disposition et le nom et la fonction de l'accompagnateur devront être renseignés.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

4.3.1.2.4.3.2. Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

- L'ensemble des MPCA, qu'ils soient de la liste A, B ou hors liste A et B et identifiés dans la base documentaire fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur et éventuellement complétée par son représentant local feront l'objet d'un contrôle de leur état de conservation.
Les matériaux hors liste A et B, bien que non soumis à une obligation ou une recommandation réglementaire d'évaluation de leur état de conservation, seront évalués suivant un classement en 3 états possibles :
 - Bon état ;
 - Dégradé localement ;
 - Dégradé.
- Le cas échéant l'opérateur de repérage devra aussi recenser les MPCA :

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

- Non repérés et de le justifier à l'aide d'une observation propre (inaccessible, impossibilité technique, doute...);
- Retirés et de le justifier à l'aide d'une observation propre (base documentaire, constat visuel de l'opérateur ne laissant aucun doute...).
- Chaque MPCA recensé dans la base documentaire fournie devra faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation propre.
- Chaque fiche d'identification et de cotation d'un MPCA devra être assortie d'au moins deux photos :
 - La 1^{ère} de près, pour identifier le matériau ou produit précisément, notamment s'il est situé dans un complexe comprenant plusieurs couches ;
 - La 2^{ème} de loin pour identifier le matériau dans son environnement.

Une flèche précisera le matériau concerné s'il est situé à proximité d'autres matériaux ou produits, dans un complexe ou associés à plusieurs couches composées de différents matériaux ou produits ;

- Les MPCA non repérés devront faire l'objet de deux photos :
 - La 1^{ère} représentative du matériau, issue de la base documentaire ;
 - La 2^{ème} à l'emplacement désigné dans la cartographie de la base documentaire ;
- Les MPCA sont décrits de manière complète et précise afin de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

Exemple :

- Dalles faux plafond 60x60 blanches granuleuses marquées X ou sans marquage...
- Conduit fibres-ciment vertical diamètre 10cm EP/EU/EV/Air - 3 unités.

- La description d'un MPCA situé dans un complexe avec plusieurs couches de matériaux ou produits distincts devra préciser la situation de ce dernier dans ce complexe et préciser les matériaux ou produits auxquels il est associé.

Exemple :

- Calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller, associé à l'enveloppe de calorifuge bitumineuse noire (matériau ou produit n°X).

4.3.1.3.4.3.3. Plans ou schémas

- Les plans incorporeront systématiquement un plan de masse (plans ou schéma disponibles, issu de Google Maps ou équivalent ou produit par l'opérateur) localisant le bien à inspecter ou délimitant le périmètre de repérage.
- En cas d'intervention sur un campus ou un site comprenant plusieurs bâtiments et annexes, le plan de masse précisera les bâtiments et zones inclus et exclus du périmètre du champ de mission du rapport et permettra de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.
- L'ensemble des locaux, parties de bâtiments ou zone inclus au périmètre du champ de mission devra être représenté par un plan ou un schéma au sein du rapport.
Le cas échéant, une planche de repérage sera produite par niveau de bâtiment visité.
Si la surface et/ou la disposition des locaux d'un même niveau ne permet pas une lecture claire sur une seule page, ils pourront être découpés en plusieurs zones.
- Une planche spécifique sera produite pour les toitures, les façades et les zones extérieures.
- Les locaux ou parties de bâtiments ne faisant pas partie du périmètre du champ de mission devront être identifiés comme tel.
- Chaque MPCA repéré et non repérés devra être représenté de manière claire et distincte permettant leur identification sans ambiguïté.
- Sur une même planche deux MPCA distincts devront être représentés par des éléments graphiques différents (style de trait, couleur ...).

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

La localisation des MPCA non repérés sera reprise de celle issue des cartographies de la base documentaire.

- Une légende exhaustive sera présente sur chaque planche de plans et précisera, pour chaque MPCA représenté sur cette page :
 - le numéro issu de la fiche d'identification et de cotation ;
 - le type de matériau ;
 - sa description succincte (couleur/nature/dimension) ;
 - son état de conservation (S1-S2-S3 pour la liste A, EP/AC1/AC2 pour la liste B, bon état/dégradé localement/dégradé pour les matériaux ou produits hors liste A et B) ;
 - sa représentation graphique.

Lorsqu'un même matériau présente un état de conservation différent dans des zones ou locaux distincts, la représentation graphique devra être différenciée.

- L'ensemble des locaux non visités ou parties de locaux non investiguées faisant partie du périmètre du champ de mission devra être identifié sur les plans et une légende devra être associée, cette dernière précisera :
 - le nom du local ou la description de la zone ;
 - la raison de sa non inspection ;
 - sa représentation graphique.

4.4. Diagnostic amiante avant démolition (DAAD)

4.4.1.4.4.1. Rapport de repérage

- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du repérage pour constitution du DTA fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du rapport pour constitution DTA.
- La date de construction du bien visé par le diagnostic devra reprendre l'information fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local et si elle n'est pas connue, devra être estimée.

La mention « avant 1997 » de la date de construction ou du permis de construire ne doit pas apparaître car elle n'est pas adaptée aux différentes réglementations amiante existantes ou non à l'étranger d'autant plus que les biens objet de cette prestation pourront être postérieurs à cette date.

- La date d'édition du rapport ne peut être antérieure à la date de transmission des PV d'analyses au Titulaire si des MPSCA ont fait l'objet d'analyses en laboratoire.
- Le cas échéant les moyens mis à disposition et le nom et la fonction de l'accompagnateur devront être renseignés.
- Les documents et rapports liés à l'amiante, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local en amont de la réalisation des inspections devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le rapport de repérage.
- La description du périmètre et du programme de démolition prévus et le cas échéant les limites de la mission fixés par le représentant du Pouvoir adjudicateur.
- La liste des locaux non visités, des parties de locaux non investiguées et les raisons associées devra être renseignée et de manière claire et exhaustive.

4.4.1.4.4.2. Identification des matériaux et produits susceptibles et contenant de l'amiante

- Les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques devront être identifiés par le

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait : Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires, Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait : Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires, Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

même numéro de matériau ou produit et donc regroupés sous la même fiche d'identification et de cotation même s'ils sont localisés dans des locaux distincts.

Il conviendra ensuite de distinguer au sein de cette même fiche les différents états de conservation s'ils diffèrent selon leur localisation (zones ou locaux distincts).

En cas de présence de plusieurs unités d'un même matériau ou produit dans un même local ou espace, leur nombre devra être précisé par local et l'état de conservation propre à chaque unité, distingué le cas échéant.

- Les MPSCA/MPCA sont décrits de manière complète et précise afin de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

Exemple :

- Dalles de sol rouge tachetées noir 30x30 dure cassante ;
- Dalles faux plafond 60x60 blanches granuleuses marquées X ou sans marquage...
- Conduit fibres-ciment vertical diamètre 10cm EP/EU/EV/Air - 3 unités.

- La description d'un MPSCA/MPCA situé dans un complexe avec plusieurs couches de matériaux ou produits distincts devra préciser la situation de ce dernier dans ce complexe et préciser les matériaux ou produits auxquels il est associé.

Exemple :

- Calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller, associé à l'enveloppe de calorifuge bitumineuse noire (matériau ou produit n°X).

- Chaque fiche d'identification et de cotation d'un MPSCA/MPCA devra être assortie d'au moins deux photos :

- La 1^{ère} de près, pour identifier le matériau ou produit précisément, notamment s'il est situé dans un complexe comprenant plusieurs couches ;
- La 2^{ème} de loin pour identifier le matériau dans son environnement.

Une flèche précisera le matériau concerné s'il est situé à proximité d'autres matériaux ou produits, dans un complexe ou associés à plusieurs couches composées de différents matériaux ou produits ;

- Chaque MPSCA/MPCA mis en évidence lors des investigations devra faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distincte ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits auxquels ils sont associés s'ils sont situés dans un complexe.

4.4.1.3.4.3. Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons

- L'opérateur ne peut conclure à l'absence ou à la présence d'amiante sans avoir recours à une analyse, même pour les éléments en fibres-ciment sauf si l'opérateur est en possession d'un rapport ou d'un document intégrant une analyse COFRAC de ce même matériau sans qu'aucun doute ne soit possible sur leur similitude.

- L'opérateur de repérage réalisera des prélèvements et des échantillons distincts pour chaque MPSCA de nature et de caractéristiques intrinsèques différentes s'ils sont situés dans un complexe avec plusieurs couches.

Exemple : calorifuge et enveloppe de calorifuge.

- Lorsque ce n'est pas techniquement réalisable, il décrit précisément les différentes couches de matériaux et produits indissociables lors du prélèvement et s'assurera que le laboratoire en charge des analyses des échantillons prélevés effectue une recherche précise, détaillée et distincte de présence ou d'absence d'amiante dans chacune des différentes couches.

L'opérateur s'assurera de bien analyser, distinguer et retranscrire les résultats issus du PV d'analyses du laboratoire dans le cœur et le cas échéant dans les conclusions de son rapport.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

Chaque couche d'un matériau ou produit fera l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes s'il elle contient de l'amiante.

- Les matériaux et produits indissociables mis en évidence lors des analyses en laboratoire devront faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits auxquels ils sont associés.

Exemple :

- Colle noire sous dalles de sol blanches zébrées noir 30x30 (matériau n°X) ;
- Enduit anti-condensation sous calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller (matériau n°X).

4.4.1.4.4.4. Plans ou schémas

- Les plans incorporeront systématiquement un plan de masse (plans ou schéma disponibles, issu de Google Maps ou produit par l'opérateur) localisant le bien à inspecter ou délimitant le périmètre de repérage.
- En cas d'intervention sur un campus ou un site comprenant plusieurs bâtiments et annexes, le plan de masse précisera les bâtiments et zones inclus et exclus du périmètre du champ de mission du rapport et permettra de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.
- L'ensemble des locaux, parties de bâtiments ou zone inclus au périmètre du champ de mission devra être représenté par un plan ou un schéma au sein du rapport.
Le cas échéant, une planche de repérage sera produite par niveau de bâtiment visité.
Si la surface et/ou la disposition des locaux d'un même niveau ne permet pas une lecture claire sur une seule page, ils pourront être découpés en plusieurs zones.
- Les locaux ou parties de bâtiments ne faisant pas partie du périmètre du champ de mission devront être identifiés comme tel.
- Une planche spécifique sera produite pour les toitures, les façades et les zones extérieures.
- Chaque prélèvement et sondage devra apparaître clairement sur les plans de manière claire et lisible ;
- Chaque MPCA devra être représenté de manière claire et distincte permettant leur identification sans ambiguïté.
Sur une même planche deux MPCA distincts devront être représentés par des éléments graphiques différents (style de trait, couleur ...).
- Une légende exhaustive sera présente sur chaque planche de plans et précisera, pour chaque MPSCA/MPCA représenté sur cette page :
 - Le numéro issu de la fiche d'identification et de cotation ;
 - Le type de matériau ;
 - Sa description succincte (couleur/nature/dimension) ;
 - Sa représentation graphique.
- L'ensemble des locaux non visités ou parties de locaux non investiguées faisant partie du périmètre du champ de mission devra être identifié sur les plans et une légende devra être associée, cette dernière précisera :
 - Le nom du local ou la description de la zone ;
 - La raison de sa non inspection ;
 - Sa représentation graphique.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

4.5. Repérage amiante avant-travaux (RAAT)

4.5.1.1.4.5.1. Rapport de repérage

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du repérage pour constitution du DTA fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du rapport pour constitution DTA.
- La date de construction du bien visé par le diagnostic devra reprendre l'information fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local et si elle n'est pas connue, devra être estimée.
La mention « avant 1997 » de la date de construction ou du permis de construire ne doit pas apparaître car elle n'est pas adaptée aux différentes réglementations amiante existantes ou non à l'étranger d'autant plus que les biens objet de cette prestation pourront être postérieurs à cette date.
- La date d'édition du rapport ne peut être antérieure à la date de transmission des PV d'analyses au Titulaire si des MPSCA ont fait l'objet d'analyses en laboratoire.
- Le cas échéant les moyens mis à disposition et le nom et la fonction de l'accompagnateur devront être renseignés.
- Les documents et rapports liés à l'amiante, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local en amont de la réalisation des inspections devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le rapport de repérage.
- La description du périmètre et du programme des travaux prévus et le cas échéant les limites de la mission fixés par le représentant du Pouvoir adjudicateur.
- La liste des locaux non visités, des parties de locaux non investiguées et les raisons associées devra être renseignée et de manière claire et exhaustive.

4.5.1.2.4.5.2. Identification des matériaux et produits susceptibles et contenant de l'amiante

- Les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques devront être identifiés par le même numéro de matériau ou produit et donc regroupés sous la même fiche d'identification et de cotation même s'ils sont localisés dans des locaux distincts.
- Afin de faciliter la gestion du risque amiante et dans le cas où les travaux prévus ne seraient pas réalisés ou que partiellement et au vu de leur intégration au DTA, il faudra indiquer dans le rapport les états de conservation des MPCA découverts en les rattachant les cas échéant aux listes A et B ou hors liste A et B.
- Il conviendra ensuite de distinguer au sein de cette même fiche les différents états de conservation s'ils diffèrent selon leur localisation (zones ou locaux distincts).
En cas de présence de plusieurs unités d'un même matériau ou produit dans un même local ou espace, leur nombre devra être précisé par local et l'état de conservation propre à chaque unité, distingué le cas échéant.
- Les MPSCA/MPCA sont décrits de manière complète et précise afin de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

Exemple :

- Dalles de sol rouge tachetées noir 30x30 dure cassante ;
- Dalles faux plafond 60x60 blanches granuleuses marquées X ou sans marquage...
- Conduit fibres-ciment vertical diamètre 10cm EP/EU/EV/Air - 3 unités.

- La description d'un MPSCA/MPCA situé dans un complexe avec plusieurs couches de matériaux ou produits distincts devra préciser la situation de ce dernier dans ce complexe et préciser les matériaux ou produits auxquels il est associé.

Exemple :

- Calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller, associé à l'enveloppe de calorifuge bitumineuse noire (matériau ou produit n°X).

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

- Chaque fiche d'identification et de cotation d'un MPSCA/MPCA devra être assortie d'au moins deux photos :
 - La 1^{ère} de près, pour identifier le matériau ou produit précisément, notamment s'il est situé dans un complexe comprenant plusieurs couches ;
 - La 2^{ème} de loin pour identifier le matériau dans son environnement.
 Une flèche précisera le matériau concerné s'il est situé à proximité d'autres matériaux ou produits, dans un complexe ou associés à plusieurs couches composées de différents matériaux ou produits ;
- Chaque MPSCA/MPCA mis en évidence lors des investigations devra faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distincte ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits auxquels ils sont associés s'ils sont situés dans un complexe.

4.5.1.3.4.5.3. Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons

- L'opérateur ne peut conclure à l'absence ou à la présence d'amiante sans avoir recours à une analyse, même pour les éléments en fibres-ciment sauf si l'opérateur est en possession d'un rapport ou d'un document intégrant une analyse COFRAC de ce même matériau sans qu'aucun doute ne soit possible sur leur similitude.
- L'opérateur de repérage réalisera des prélèvements et des échantillons distincts pour chaque MPSCA de nature et de caractéristiques intrinsèques différentes s'ils sont situés dans un complexe avec plusieurs couches, d'autant plus si les matériaux ou produits situés dans ce complexe appartiennent à des listes différentes.
Exemple : calorifuge et enveloppe de calorifuge.
- Lorsque ce n'est pas techniquement réalisable, il décrit précisément les différentes couches de matériaux et produits indissociables lors du prélèvement et s'assurera que le laboratoire en charge des analyses des échantillons prélevés effectue une recherche précise, détaillée et distincte de présence ou d'absence d'amiante dans chacune des différentes couches.
L'opérateur s'assurera de bien analyser, distinguer et retranscrire les résultats issus du PV d'analyses du laboratoire dans le cœur et le cas échéant dans les conclusions de son rapport.
Chaque couche d'un matériau ou produit fera l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes s'il elle contient de l'amiante.
- Les matériaux et produits indissociables mis en évidence lors des analyses en laboratoire devront faire l'objet d'une fiche d'identification et de cotation distinctes ou faire l'objet d'une identification claire dans la fiche d'identification et de cotation des matériaux et produits auxquels ils sont associés.
Exemple :
 - Colle noire sous dalles de sol blanches zébrées noir 30x30 (matériau n°X) ;
 - Enduit anti-condensation sous calorifuge mousse bleue diamètre 15 cm sur réseau eau glacée aller (matériau n° X).

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

4.5.1.4.4.5.4. Plans ou schémas

- Les plans incorporeront systématiquement un plan de masse (plans ou schéma disponibles, issu de Google Maps ou équivalent ou produit par l'opérateur) localisant le bien à inspecter ou délimitant le périmètre de repérage.
- En cas d'intervention sur un campus ou un site comprenant plusieurs bâtiments et annexes, le plan de masse précisera les bâtiments et zones inclus et exclus du périmètre

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

du champ de mission du rapport et permettra de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

- L'ensemble des locaux, parties de bâtiments ou zone inclus au périmètre du champ de mission devra être représenté par un plan ou un schéma au sein du rapport.
Le cas échéant, une planche de repérage sera produite par niveau de bâtiment visité.
Si la surface et/ou la disposition des locaux d'un même niveau ne permet pas une lecture claire sur une seule page, ils pourront être découpés en plusieurs zones.
 - Les locaux ou parties de bâtiments ne faisant pas partie du périmètre du champ de mission devront être identifiés comme tel.
 - Une planche spécifique sera produite pour les toitures, les façades et les zones extérieures.
 - Chaque prélèvement et sondage devra apparaître clairement sur les plans de manière claire et lisible ;
 - Chaque MPSCA/MPCA devra être représenté de manière claire et distincte permettant leur identification sans ambiguïté.
Sur une même planche deux MPSCA/MPCA distincts devront être représentés par des éléments graphiques différents (style de trait, couleur ...).
 - Une légende exhaustive sera présente sur chaque planche de plans et précisera, pour chaque MPSCA/MPCA représenté sur cette page :
 - Le numéro issu de la fiche d'identification et de cotation ;
 - Le type de matériau ;
 - Sa description succincte (couleur/nature/dimension) ;
 - Son état de conservation (S1-S2-S3 pour la liste A, EP/AC1/AC2 pour la liste B, bon état/dégradé localement/dégradé pour les matériaux ou produits hors liste A et B) ;
 - Sa représentation graphique.
- Lorsqu'un même matériau présente un état de conservation différent dans des zones ou locaux distincts, la représentation graphique devra être différenciée.
- L'ensemble des locaux non visités ou parties de locaux non investigués faisant partie du périmètre du champ de mission devra être identifié sur les plans et une légende devra être associée, cette dernière précisera :
 - Le nom du local ou la description de la zone ;
 - La raison de sa non inspection ;
 - Sa représentation graphique.

4.6. Mise à jour de DTA existants

4.6.1.4.6.1. Formalisme et contenu du DTA et de la fiche récapitulative

- La dénomination du bâtiment ou des locaux objets du DTA fournie par le Pouvoir adjudicateur devra apparaître en 1^{ère} page du DTA et de la fiche récapitulative.
- La date de mise à jour du DTA et de sa fiche récapitulative ne peut être antérieure à la date d'édition du dernier rapport/document intégré pour la mise à jour du DTA et de sa fiche récapitulative.
- Chaque partie du DTA devra avoir sa propre numérotation, notamment :
 - Les pages de présentation du DTA ;
 - La fiche récapitulative du DTA ;
 - Les rapports et documents constituant la base de données du DTA devront être incorporés en entier, sous leur forme originale, selon leur numérotation initiale propre.
- Tout rapport de repérage constituant le DTA devra être incorporé et classé au sein de ce dernier par date décroissante.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

Une page de garde listant les rapports constitutifs du DTA (rapport pour DTA, RAAT, rapport d'évaluation périodique, DAAD partiel) par date décroissante sera présente en amont de ces derniers.

- Tout document annexe lié à des opérations de travaux et des mesures de contrôle (mesures d'empoussièrement, examen visuel, RFI, RFT, BSDA...) devra être incorporé et classé au sein de ce dernier par date décroissante.

Une page de garde listant ces documents par date décroissante sera présente en amont de ces derniers.

- Le DTA et la fiche récapitulative du DTA devront mentionnés les MPCA de la liste A et B mais aussi tout MPCA hors liste A et B mis évidence lors du repérage amiante pour constitution du DTA et des repérages amiante avant-travaux.
- Chaque champ des différentes parties du DTA devra être renseigné de manière exhaustive et précise.

Selon les cas de figure, chaque MPCA en place ou retiré devra être décrit et identifié en mentionnant de manière précise (numéro/identification date, société) l'historique des rapports et le cas échéant les documents associés (rapport de repérage initial, rapport d'état de conservation, mesures d'empoussièrement, mesures conservatoires, travaux d'encapsulation).

- Chacun des locaux non visités ou parties de locaux non investigués issus de rapport de repérage devront être reporté au sein du DTA et de la fiche récapitulative du DTA.
- Les documents et rapports liés à l'amiante, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le Pouvoir adjudicateur en amont de la réalisation de la mission devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le DTA et la fiche récapitulative.

4.6.1.2.4.6.2. Plans ou schémas de la fiche récapitulative

- Les plans ou schémas de la fiche récapitulative reprendront les exigences du Pouvoir adjudicateur mentionnées au point 4.1.1.3. à la différence qu'aucun point de prélèvement ou de sondage ne devra être représenté.

Seuls les MPCA et les locaux non visités ou parties de locaux non investigués devront être représentés.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

4.7. Repérage plomb avant-travaux

4.7.1.4.7.1. Rapport de repérage

- La dénomination du bâtiment ou des locaux, objets du rapport de repérage, fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur devra apparaitre en 1^{ère} page du rapport.
- La date de construction du bien visé par le diagnostic devra reprendre l'information fournie par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local et si elle n'est pas connue, devra être estimée.
- Le cas échéant les moyens mis à disposition et le nom et la fonction de l'accompagnateur devront être renseignés.
- Les documents et rapports, même s'ils découlent de réglementations étrangères transmis par le représentant du Pouvoir adjudicateur ou son représentant local en amont de la réalisation des inspections devront être analysés par le Titulaire et les informations utiles issues de ces dernières reprises dans le rapport de repérage.
- La description du périmètre et du programme des travaux prévus et le cas échéant les limites de la mission fixés par le représentant du Pouvoir adjudicateur.

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

- La liste des locaux non visités, des parties de locaux non investiguées et les raisons associées devra être renseignée et de manière claire et exhaustive.

4.7.1.2.4.7.2. Identification des revêtements et éléments contenant du plomb

- Tous les revêtements (peintures, vernis, papiers peints) seront inspectés et feront l'objet de mesures.
- Les surfaces inspectées comprendront au minimum et pour chaque pièce : portes, fenêtres, encadrement des portes et fenêtres, murs, plafonds, plinthes.
- Les éléments extérieurs tels que volets, garde-corps des fenêtres, feront aussi l'objet de mesures. Les équipements susceptibles de contenir du plomb tels que les canalisations seront repérés.
- Les revêtements et éléments repérés impactés par du plomb sont décrits de manière complète et précise afin de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.

Exemple :

- R+2 / Pièce n°X - Encadrement de porte en bois recouvert de peinture blanche.

4.7.1.3.4.7.3. Prélèvements et analyses laboratoires des échantillons

- Du fait des difficultés liées au transport de l'analyseur à fluorescence X, il pourra être demandé au titulaire de procéder à un prélèvement massique d'un échantillon de peinture pour caractérisation ultérieure en laboratoire par la méthode dite « acido-soluble ».
- L'opérateur de repérage réalisera des prélèvements et des échantillons distincts pour chaque revêtement de nature et de caractéristiques intrinsèques différentes dans une même pièce (murs, plafonds, menuiseries...).

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne, 10 pt

a mis en forme : RedTitre1, Justifié, Niveau 2, Retrait :
Gauche : 0,25 cm, Suspendu : 1 cm, Paragraphes solidaires,
Taquets de tabulation : 0,25 cm,Gauche

a mis en forme : Police :Marianne

4.7.1.4.4.7.4. Plans ou schémas

a mis en forme : Police :Marianne

- Les plans incorporeront systématiquement un plan de masse (plans ou schéma disponibles, issu de Google Maps ou équivalent ou produit par l'opérateur) localisant le bien à inspecter ou délimitant le périmètre de repérage.
- En cas d'intervention sur un campus ou un site comprenant plusieurs bâtiments et annexes, le plan de masse précisera les bâtiments et zones inclus et exclus du périmètre du champ de mission du rapport et permettra de les identifier et les distinguer sans ambiguïté.
- L'ensemble des locaux, parties de bâtiments ou zone inclus au périmètre du champ de mission devra être représenté par un plan ou un schéma au sein du rapport.
Le cas échéant, une planche de repérage sera produite par niveau de bâtiment visité.
Si la surface et/ou la disposition des locaux d'un même niveau ne permet pas une lecture claire sur une seule page, ils pourront être découpés en plusieurs zones.
- Les locaux ou parties de bâtiments ne faisant pas partie du périmètre du champ de mission devront être identifiés comme tel.
- Une planche spécifique sera produite pour les toitures, les façades et les zones extérieures.
- Chaque prélèvement et sondage devra apparaître clairement sur les plans de manière claire et lisible ;
- Chaque élément ou revêtement impacté par du plomb devra être représenté de manière claire et distincte permettant leur identification sans ambiguïté.
Sur une même planche deux éléments ou revêtements distincts devront être représentés par des éléments graphiques différents (style de trait, couleur ...).
- Une légende exhaustive sera présente sur chaque planche de plans et précisera, pour chaque élément ou revêtement représenté sur cette page :
 - Le type de matériau ;
 - Sa description succincte (couleur/nature/dimension) ;
 - Sa représentation graphique.
- L'ensemble des locaux non visités ou parties de locaux non investigués faisant partie du périmètre du champ de mission devra être identifié sur les plans et une légende devra être associée, cette dernière précisera :
 - Le nom du local ou la description de la zone ;
 - La raison de sa non inspection ;
 - Sa représentation graphique.

5. MODE OPERATOIRE DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Désignation du représentant du Pouvoir adjudicateur et du Titulaire

5.1.1. Interlocuteur unique du représentant du Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur désignera aux Titulaires, au moment de leur notification, l'interlocuteur unique en charge du pilotage du marché qui assurera la passation, l'organisation, la coordination, le suivi, le contrôle des rapports des missions et prestations associées.

Il fait le lien entre le Pouvoir adjudicateur, basé à Paris, en Île-de-France, le Titulaire et le représentant local du Pouvoir adjudicateur situé à l'étranger (souvent la ou le secrétaire général d'ambassade - SGA).

Le Pouvoir adjudicateur préviendra le Titulaire de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.

5.1.2. Interlocuteur unique du Titulaire

Le Titulaire désignera au Pouvoir adjudicateur un représentant et interlocuteur unique en charge de suivre le bon déroulement des prestations et à même de prendre toutes les mesures nécessaires afin que les engagements du Titulaire soient tenus.

Le Titulaire préviendra le représentant du Pouvoir adjudicateur de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.

5.2. Organisation type d'une mission

5.2.1. Préparation de la mission

Le représentant du Pouvoir adjudicateur transmet par courrier électronique à l'interlocuteur désigné par le Titulaire :

- La description précise du périmètre de la mission et des prestations attendues ;
- Le programme de travaux si la prestation est à réaliser dans ce cadre ;
- Un fichier synthétisant les informations en sa possession liées aux bâtiments visés par le périmètre de la mission (dénomination, adresse, date de construction, surface, contacts...) ;
- Les plans des bâtiments visés par la mission en sa possession ;
- Toute information et document sur l'historique amiante des biens concernés (DTA, rapports, travaux, législation locale...) ;
- La période indicative d'intervention souhaitée et les jours et horaires possibles d'accès aux bâtiments.

En retour, sur la base des informations et documents transmis et selon les conditions et délais fixés au CCAP, le représentant du Titulaire transmettra :

- Son devis décrivant les prestations attendues et les prix associés selon BPU et le détail des frais associés envisagés (déplacements, hébergement, repas, visa...) ;
- Le nom et les coordonnées du ou des opérateurs prévus par le Titulaire pour réaliser la mission ;
- Un planning prévisionnel précis comprenant :
 - La période d'intervention envisagée ;
 - Les modes de déplacements envisagés et leurs références (horaires de départ et d'arrivée, compagnie, n° de vol, aéroport, gare, transfert...);
 - Le calendrier précis des visites et inspections jour par jour par bâtiment/bien visé ;
 - Les besoins spécifiques nécessaires à la bonne réalisation de la mission (accès spécifiques, moyens particuliers d'accès, matériel spécifique ...).

Le représentant du Pouvoir adjudicateur analysera puis soumettra ensuite le planning prévisionnel et les informations liées à la mission et aux prestations au représentant local du Pouvoir adjudicateur pour obtenir son accord et définir les modalités d'organisation de la mission.

Une fois que les différentes parties se seront accordées, le représentant du Pouvoir adjudicateur transmettra le bon de commande signé à l'interlocuteur du Titulaire qui pourra alors finaliser l'organisation de sa mission en procédant aux diverses réservations et démarches nécessaires à la bonne réalisation de la mission.

Ce dernier transmettra au représentant du Pouvoir adjudicateur, une fois ces dernières finalisées, les informations liées aux déplacements et le planning d'intervention définitif qui se chargera de les communiquer au représentant local du Pouvoir adjudicateur.

5.2.2. En début de la mission

De manière générale, les opérateurs du Titulaire en charge de réaliser les prestations se présenteront le 1^{er} jour de leur la mission auprès du représentant local du Pouvoir adjudicateur préalablement désigné afin :

- D'effectuer une présentation opérationnelle de la mission qui permettra d'explicitier les modalités d'intervention et, le cas échéant, de répondre à ses questions et interrogations ;
- A cette occasion il pourra se faire :

- remettre des documents et informations complémentaires ;
- préciser les conditions d'accès à l'ensemble des locaux et partie de locaux à visiter (accompagnement, matériel spécifique mis à disposition) ;
- réajuster le planning en fonction des contraintes d'accès et/ou d'événements nouveaux.

Cette réunion durera 1/2 heure environ.

- D'effectuer une réunion de sensibilisation au sujet amiante des agents occupants par la diffusion d'un PowerPoint fourni par le Pouvoir adjudicateur, suivi d'un échange de questions/réponses.

Cette réunion durera 1 heure maximum.

Sauf cas exceptionnels, le représentant du Titulaire sera prévenu au moment de la préparation de la mission de la tenue ou non de ces réunions.

5.2.3. En cours de mission

Les opérateurs du Titulaire devront signaler au représentant du Pouvoir adjudicateur et le cas échéant à son représentant local, tout fait, événement, demande ou écart (retard/annulation de vol, erreur flagrante de surfaces, demande de prestation supplémentaire, présence d'un bâtiment non identifié...) ayant une incidence :

- Sur le déroulement et l'organisation globale de la mission ;
- Sur son périmètre et sur le bon de commande.

Seul le représentant du Pouvoir adjudicateur peut autoriser une prestation supplémentaire non prévue au bon de commande et régulariser le bon de commande, même si la demande émane de son représentant local, et seulement s'il a été prévenu et a autorisé ou validé cette prestation supplémentaire.

5.2.4. En fin de mission

Les opérateurs du Titulaire :

- Pourront participer, à la demande du représentant local de Pouvoir adjudicateur à un débriefing de la mission ;
- Devront rédiger et communiquer un compte rendu de la mission au représentant du Pouvoir adjudicateur, selon les conditions prévues et définies au CCAP.

6. BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

Afin d'établir des prix reflétant au plus près la réalisation des missions et prestations associées objet de l'accord-cadre du présent CCTP, le Pouvoir adjudicateur a souhaité dissocier les interventions terrains, nécessitant d'effectuer des missions à l'étranger, du temps consacré à la préparation des missions et à la rédaction des rapports.

Les prestations figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) correspondent aux prestations suivantes :

6.1. Intervention d'un opérateur à l'étranger

6.1.1. Coût journalier d'intervention (toutes prestations confondues)

Forfait par journée d'intervention passée à l'étranger.

Il s'agit d'un forfait permettant de rémunérer le temps strictement nécessaire consacré à la réalisation des inspections des prestations suivantes :

- Repérage amiante pour constitution du DTA ;
- Contrôle périodique de l'état de conservation des MPCA ;
- Repérage pour établissement d'un constat amiante avant-vente ;
- Repérage amiante avant-démolition ;
- Repérage amiante avant-travaux ;
- Repérage plomb avant travaux ;
- Contrôle surfacique après travaux plomb ;
- Mesure d'empoussièrement ;
- Contrôle visuel après travaux de désamiantage (étape 1 et 2) ;

Chaque prestation sera réalisée selon la réglementation et les normes associées en vigueur, ainsi qu'aux spécificités de l'accord-cadre, aux exigences du Pouvoir adjudicateur et au mode opératoire mentionné au présent CCTP.

Est entendu :

- Que le temps consacré par les opérateurs aux réunions ayant lieu à l'étranger (présentation opérationnelle de la mission, sensibilisation des agents au sujet amiante et débriefing...) est inclus dans le coût journalier d'intervention ;
- Les réunions et inspections ont généralement lieu du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00.

Toutefois les inspections sont parfois possibles le samedi.

Elles pourront aussi être effectuées du dimanche au jeudi en adaptation des règles locales d'organisation du temps de travail qui imposent le week-end de repos hebdomadaire le vendredi et le samedi et non le samedi et le dimanche. Exemple : Algérie, pays du golfe...

6.1.2. Indemnité de déplacement (trajets en France ou depuis et vers la France)

- Prix unitaire par heure passée en déplacement en France depuis le lieu de localisation du prestataire jusqu'au lieu de réalisation de la prestation.
- Prix unitaire par heure passée en déplacement depuis la France vers l'étranger et depuis l'étranger vers la France.

Commenté [BM2]: A voir au regard de la proposition faite au CCAP, si volonté de prendre la politique du Département, les pièces doivent être portées à la connaissance des candidats

Commenté [BM3R2]: A ne pas prendre en compte, à supprimer

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Retrait : Gauche : 2,39 cm

a mis en forme : Avec puces + Niveau : 1 + Alignement : 1,75 cm + Retrait : 2,39 cm

Est entendu :

- Que la comptabilisation de ses heures se fait entre l'heure de départ du 1^{er} vol ou train pris en début de mission pour se rendre à l'étranger et l'heure d'arrivée du vol ou du train dans la ville par laquelle débute la mission ;
- Que les déplacements effectués en avion donneront automatiquement droit à un forfait de 4 heures (2 heures pour l'aller et 2 heures pour le retour) pour indemniser le temps nécessaire pour effectuer sereinement toutes les formalités d'enregistrement et d'embarquement, de police et de sûreté.
Ce forfait sera ajouté au nombre d'heures effectives des déplacements.
- Que les heures d'escalas ou d'attentes entre deux moyens de transports préalablement à l'arrivée à la destination finales sont incluses dans le calcul de cette indemnité ;
- Que les temps de déplacements effectués en voiture seront comptabilisés sur la base des estimations données par <https://www.viamichelin.fr> entre la ville de départ en France et la ville d'arrivée pour débiter la mission à l'étranger.

a mis en forme : Police :Marianne

a mis en forme : Police :Marianne

6.2. Rapport de repérage amiante pour constitution du DTA + création de DTA

Forfait, par rapport rédigé et DTA créée en fonction de la surface du bien visé par la prestation, détaillé aux articles 1.2.1 à 1.2.5 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local), l'envoi et la réception des échantillons prélevés pour analyses en laboratoire COFRAC puis la rédaction et l'émission du rapport de repérage et du DTA en découlant ;
- Dans le cas où d'autres prestations de repérage amiante, de mesures ou de contrôle sont effectuées conjointement à la réalisation d'un repérage pour constitution du DTA, la création de DTA intègrera les rapports ou les documents des prestations effectuées conjointement.

6.3. Rapport de contrôle périodique de l'état de conservation + MAJ DTA

Forfait, par rapport rédigé en fonction du nombre de MPCA par local distinct devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation de leur état de conservation, détaillé aux articles 1.3.1 à 1.3.4 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local) puis la rédaction et l'émission du rapport de contrôle périodique de l'état de conservation et de la mise à jour de DTA en découlant ;
- Dans le cas où d'autres prestations de repérage amiante, de mesures ou de contrôle sont effectuées conjointement à la réalisation d'un repérage pour constitution du DTA, la

création de DTA intègrera les rapports ou les documents des prestations effectuées conjointement.

- Le nombre de matériaux est calculé par matériau présent par local distinct ;
- Plusieurs unités d'un même matériau situé dans le même local ne compteront que pour un seul matériau.

Exemple :

- Dalles de sol vertes zébrées noir 30x30 présentes dans 5 locaux distincts = 5 matériaux ;
- Conduits fibres-ciment EU diamètre 5cm, 3 unités dans un local et 1 unité dans 4 locaux distincts = 5 matériaux.

6.4. Constat amiante avant-vente

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface du bien visé par la prestation, détaillé aux articles 6.4.1 à 6.4.5 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local), l'envoi et la réception des échantillons prélevés pour analyses en laboratoire puis la rédaction et l'émission du rapport relatif à cette prestation.

6.5. Rapport de diagnostic amiante avant-démolition (DAAD)

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface du bien visé par la prestation, détaillé aux articles 1.5.1 à 1.5.5 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local), l'envoi et la réception des échantillons prélevés pour analyses en laboratoire COFRAC puis la rédaction et l'émission du rapport de diagnostics amiante avant-démolition.

6.6. Rapport de repérage amiante avant-travaux (RAAT)

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface du bien visé par la prestation, détaillé aux articles 1.6.1 à 1.6.5 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local), l'envoi et la réception des échantillons prélevés pour analyses en laboratoire COFRAC puis la rédaction et l'émission du rapport de repérage amiante avant-travaux.

6.7. Rapport de repérage plomb avant-travaux

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface du bien visé par la prestation, détaillé aux articles 2.1.1 à 2.1.5 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local), si impossibilité d'utiliser l'analyseur

à fluorescence X, l'envoi et la réception des échantillons prélevés pour analyses en laboratoire accrédité puis la rédaction et l'émission du rapport de repérage plomb avant-travaux.

6.8. Mise à jour de DTA (MAJ DTA)

Forfait, par DTA mis à jour en fonction du nombre de rapports et de documents à intégrer, détaillé aux articles 1.7.1 à 1.7.3 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local) puis la rédaction et l'émission du DTA mis à jour.
- Que ce forfait ne s'applique pas la MAJ DTA suite à un contrôle périodique de l'état de conservation des MPCA traitée au point 6.3.

6.9. Mesure d'empoussièrement et comptage META (ME)

Prix relatifs à la prestation de réalisation de mesures d'empoussièrement découpés en fonction des étapes nécessaires ou non à la réalisation de cette prestation.

Est entendu :

- Que le forfait « stratégie d'échantillonnage » ne sera activé que si l'objectif de la mesure d'empoussièrement la rend obligatoire ou s'il elle n'est pas obligatoire uniquement si le représentant du Pouvoir adjudicateur l'exige au moment de la commande ;
- Que le comptage META mentionné aux articles 1.8.2 et 1.8.3 correspond uniquement au coût unitaire d'analyse META des filtres issus des prestations de mesures d'empoussièrement ;
- Que le forfait « rapport d'intervention » mentionné à l'article 1.8.5 sera activé pour chaque prestation de mesure d'empoussièrement commandée ;
- Ce dernier intégrera la stratégie d'échantillonnage (le cas échéant), le rapport de prélèvement et celui de l'analyse correspondante et sera délivré sous accréditations COFRAC.

6.10. Rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et avant déconfinement - étape 1 (CVAT 1)

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface de la zone visée par la prestation, détaillé aux articles 1.9.1 à 1.9.3 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local) puis la rédaction et l'émission du rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et avant déconfinement - étape 1 (CVAT 1).

6.11. Rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et après déconfinement - étape 2 (CVAT 2)

Forfait, par rapport rédigé en fonction de la surface de la zone visée par la prestation, détaillé aux articles 1.10.1 à 1.10.3 du BPU.

Est entendu :

- Que ce forfait inclus l'étude de dossier (rapports et documents fourni par le représentant du Pouvoir adjudicateur et de son représentant local) puis la rédaction et l'émission du rapport de contrôle visuel après travaux de désamiantage et après déconfinement - étape 2 (CVAT 2).

6.12. Prélèvements et analyses des matériaux par MOLP

Prix unitaire, par prélèvement et par analyse de MPSCA par microscopie optique à lumière polarisée, calculé en fonction du nombre total de prélèvements effectués, [détaillé aux articles 1.11.1 à 1.11.3 du BPU](#).

·

Est entendu :

- Que le coût unitaire soit déterminé au vu du nombre total de prélèvements réalisés et analysés [dans le cadre](#) d'une même mission, même si cette dernière englobe plusieurs prestations.
 - Que le coût unitaire soit défini par prélèvement, même si ce prélèvement nécessite plusieurs analyses ou l'analyse de plusieurs couches par le laboratoire ;
 - Si l'analyse MOLP [est](#) confirmée par une analyse META, seule cette dernière sera comptabilisée.
- Les prix mentionnés aux articles 1.12.1 à 1.12.3 s'appliquent alors.

6.13. Prélèvements et analyses des matériaux par META

Prix unitaire, par prélèvement et par analyse de MPSCA par microscopie électronique à transmission analytique, calculé en fonction du nombre total de prélèvements effectués, [détaillé aux articles 1.12.1 à 1.12.3 du BPU](#).

Est entendu :

- Que le coût unitaire soit déterminé au vu du nombre total de prélèvements réalisés et analysés [dans le cadre d'une](#) même mission, même si cette dernière englobe plusieurs prestations.
- Que le coût unitaire soit défini par prélèvement, même si ce prélèvement nécessite l'analyse de plusieurs couches par le laboratoire ;

6.14. Intervention pour prestation particulière (depuis la France)

Prix unitaire, par heure passée par un technicien (1.14.1) ou un ingénieur (1.14.2) à la réalisation d'une prestation particulière non incluse au présent CCTP.

Est entendu :

- Que les prestations prévues à cet article sont réalisées depuis la France.